



**Chaque enfant, y compris  
chaque adolescent, apprend  
et acquiert des compétences  
pour l'avenir.**

Recueil des meilleures pratiques CSC



# Principales stratégies visant à favoriser le changement social et comportemental (CSC), réalisations et enseignements tirés de l'expérience

Accédez aux études de cas individuelles en cliquant sur chaque élément ci-dessous :



## L'UNICEF Fidji améliore l'engagement des parents pour le retour à l'école des enfants après la COVID-19

Principales stratégies de changement social et comportemental (CSC), réalisations et enseignements tirés de l'expérience

### Résumé



#### Dates de l'activité

D'août 2016 à  
décembre 2020



#### Durée de l'activité

3,5 ans



#### Budget

2,5 millions de dollars  
USD

Soutenu par l'UNICEF Fidji, le Ministère fidjien de l'éducation, du patrimoine et des arts a invité les parents, les enseignants et les directeurs d'école à des rencontres, afin de répondre à leurs préoccupations concernant la sécurité à l'école dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Entre novembre 2021 et février 2022, un système d'écoute sociale et une enquête *RapidPro* (diffusée par envoi de SMS au grand public) ont été utilisés pour comprendre la perception des parents sur le retour à l'école après la levée des restrictions de la COVID-19, et leur niveau de confiance dans les mesures de sécurité liées à la COVID-19 à l'école. L'UNICEF Fidji a mis à profit ses divers partenariats dans le cadre du mécanisme de coordination de la Communication des risques et l'engagement communautaire (RCCE) instauré pour la riposte à la pandémie, afin de s'assurer que les parents ont reçu des informations correctes sur la sécurité liée au retour à l'école. Un chatbot a

été développé pour apporter aux parents des réponses aux questions fréquemment posées sur les mesures de sécurité liées à la COVID-19 en milieu scolaire. Des supports de communication ont été élaborés pour souligner l'importance de l'apprentissage en présentiel et susciter l'enthousiasme des parents/des aidants familiaux et des enfants au sujet du retour à l'école. Les supports fournissaient des informations sur les directives relatives à la réouverture des écoles, les procédures opérationnelles standard de la COVID-19 dans les écoles, ainsi que des rappels et des conseils pour renforcer les comportements de prévention de COVID-19, les pratiques d'hygiène et les protocoles de sécurité pour les parents, les élèves et les enseignants dans le milieu scolaire. Grâce à ces efforts combinés, les parents et les enfants ont été bien informés et préparés à la transition vers l'apprentissage en présentiel.



## Contexte

Les Fidji, un pays insulaire du Pacifique, sont habitués aux situations d'urgence sous forme de catastrophes naturelles (cyclones, sécheresses et tremblements de terre). Toutefois, la pandémie de COVID-19 a présenté un nouveau type d'urgence. Après l'apparition du premier cas de COVID-19 en mars 2020, le gouvernement des Fidji a fermé ses frontières et a pris des mesures de santé publique strictes, notamment la fermeture des 1 778 écoles de ses 332 îles,

ce qui a entravé l'éducation de plus de 230 000 élèves. Depuis le début de la pandémie, l'enseignement a été perturbé pendant près de 1,6 an. En novembre 2021, les Fidji ont procédé à une réouverture progressive de toutes les écoles (les enfants plus âgés revenant en premier) et ont publié des directives complètes sur la sécurité en milieu scolaire. En février 2022, tous les élèves avaient repris le chemin de l'école.



## Approche stratégique

En mai 2021, l'UNICEF a collaboré avec le ministère de la Santé pour développer un système d'écoute sociale dans le cadre du groupe de travail COVID-19 RCCE. Entre novembre 2021 et février 2022, ce système a été utilisé pour comprendre la perception des parents relativement au retour à l'école après la levée des restrictions dus à la COVID-19, et leur niveau de confiance dans les mesures de sécurité COVID-19 en milieu scolaire. La plateforme d'intelligence artificielle *Talkwalker*, soutenue par l'UNICEF, a été utilisée pour le suivi des données de conversations sur les médias sociaux concernant les perceptions des gens sur la sécurité liée au retour à l'école. L'activité d'écoute comprenait également les commentaires des groupes de parents Vibe.<sup>1</sup> L'UNICEF a diffusé une enquête *RapidPro* par SMS auprès du grand public, à laquelle 8 780 parents d'enfants en âge scolaire et 860 étudiants ont répondu. L'équipe de l'UNICEF chargée du changement social et comportemental (CSC), de l'éducation et de la communication s'est rendue dans les écoles pour mieux comprendre et documenter l'état de préparation concernant les mesures de sécurité contre la COVID-19.

Les résultats de l'écoute sociale et des activités d'enquête rapide ont permis aux spécialistes du CSC aux Fidji de mieux comprendre les perceptions et les préoccupations des parents liées au retour à l'école, ainsi que les lacunes en matière d'informations et de besoins spécifiques des parents, afin de les rassurer sur



© UNICEF/UN10.10149/Stephen/Infinity Images

la sécurité du retour de leurs enfants à l'école. Les résultats ont servi à élaborer des supports de communication, y compris des titres pour les médias sociaux, des spots télévisés et des publicités radiophoniques, afin de diffuser et d'amplifier les messages clés sur le retour en toute sécurité de l'apprentissage présentiel, et de susciter l'enthousiasme des enfants, des parents et des communautés, tout en les rassurant sur les mesures de sécurité contre la COVID-19.<sup>2</sup> Des supports ont été élaborés à l'intention (1) des élèves (par exemple, des affiches, des autocollants et des cartes) à emporter chez eux et à utiliser comme liste de contrôle des mesures de sécurité, (2) des parents (par exemple, des brochures et des dépliants) contenant des informations correctes sur la COVID-19, des conseils sur la manière de communiquer avec leurs enfants sur la COVID-19 et d'assurer un environnement favorable à la maison pour préparer les enfants à leur retour à l'école, ainsi que des informations spécifiques sur les directives relatives à la réouverture des écoles, (3) des chefs d'établissement, des enseignants et du personnel scolaire (par exemple, une version conviviale des directives de réouverture des écoles de Fidji et des procédures opérationnelles standard pour la COVID-19, des vidéos), et (4) des rappels, des listes de contrôle et des encouragements pour renforcer les comportements de prévention de la COVID-19,

les pratiques d'hygiène et les protocoles de sécurité pour les élèves et les enseignants en milieu scolaire. La confiance et la réassurance ont été renforcées en invitant les parents dans les écoles pour qu'ils voient par eux-mêmes les mesures de sécurité mises en place, qu'ils expriment leurs inquiétudes et posent des questions. Les parents qui n'ont pas assisté à des séances en personne dans les écoles ont pu regarder des vidéos réalisées par l'UNICEF qui mettaient en évidence les mesures de sécurité prises dans les écoles et publiées sur des sites de médias sociaux.

L'UNICEF a créé des « notes d'orientation » pour expliquer par exemple aux écoles où placer les affiches et les messages d'incitation, et que des brochures doivent être envoyées aux parents par chaque élève. En collaboration avec le ministère de l'Éducation, l'UNICEF a encouragé les parents, les enseignants et les directeurs d'école à participer à des dialogues et des séances d'orientation afin de les rassurer sur la sécurité liée au retour à l'école des enfants. Un chatbot a été créé pour répondre aux questions fréquemment posées sur la réouverture des écoles. Un lien vers le chatbot a été fourni sur les pages Facebook du ministère de l'Éducation et du ministère de la Santé, ainsi que sur d'autres plateformes officielles pertinentes.



© UNICEF/UN6410163/Stephen/infinity images



## Principales réalisations

- Ces efforts conjoints ont abouti à la réouverture de toutes les écoles en février 2022, comme prévu.
- Les parents et les enfants ont été bien informés et préparés à la transition vers l'apprentissage en présentiel.
- La plupart des enfants ont repris le chemin de l'école quelques semaines après l'ouverture.
- Il n'y a pas eu de foyers ou d'augmentation de la transmission du COVID en milieu scolaire

**8,780** PARENTS D'ENFANTS EN ÂGE SCOLAIRE

ont répondu à l'enquête RapidPro par envoi de SMS au grand public

**860** ÉLÈVES

ont répondu à l'enquête RapidPro

**TOUTES LES ÉCOLES**

ont été réouvertes en février 2022 comme prévu



© UNICEF/UN0410105/Stephen/Infinity Images



## Enseignements tirés

- 1** La mise en œuvre d'une approche multisectorielle dès le début d'une situation d'urgence a été essentielle pour mobiliser avec succès les agences des Nations unies, les partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux afin qu'ils collaborent et mutualisent leurs ressources et veillent à ce que le processus de réouverture des écoles se déroule sans problème.
- 2** L'écoute sociale et la recherche rapide ont joué un rôle essentiel dans la production de données qui ont pu être traduites en opérations de CSC en réponse aux besoins de la population cible.
- 3** Inviter les parents à participer aux dialogues pour comprendre leurs préoccupations spécifiques a permis de dissiper leurs craintes et de fournir des informations qui ont contribué à orienter les messages et les approches en matière de changement social et comportemental (CSC).
- 4** La création d'un chatbot pour répondre aux questions pendant une situation d'urgence est un moyen efficace de diffuser des informations correctes en réponse aux questions fréquemment posées.



## Recommandations

- 1** Utiliser les mécanismes de coordination existants pour éviter la création de structures parallèles.
- 2** Une coordination permanente est essentielle pour garantir une utilisation optimale des ressources et une communication harmonieuse de la base au niveau national.
- 3** Continuer à utiliser les données d'écoute sociale pour rester au fait de ce que les gens pensent et ressentent en temps réel, et pour rectifier les opérations en cours.
- 4** Utiliser des approches de conception axées sur l'homme pour s'assurer que les personnes sont au cœur de la mise en place d'opérations pertinentes et adaptées à leurs besoins.
- 5** Une communication ouverte et transparente est essentielle pour instaurer la confiance et la sécurité.

## Notes de fin

- 1** Viber est un système gratuit de messagerie instantanée et de voix sur IP multiplateforme.
- 2** Sagan S, « Engaging parents in the return to school », 2023.

## L'UNICEF Indonésie apporte un appui au programme de prévention de l'intimidation mené par les élèves

Principales stratégies de changement social et comportemental (CSC), réalisations et enseignements tirés de l'expérience

### Résumé

Roots Indonesia, un programme de prévention de l'intimidation en milieu scolaire, a été introduit dans la province du Sud des Célèbes en 2017, afin de créer des environnements d'apprentissage accueillants pour les enfants, sûrs et encourageants. Cette initiative, adaptée du programme nord-américain appelé Roots, visait à améliorer les relations entre pairs et à réduire les incidents liés au harcèlement et à la violence parmi les élèves du premier cycle du secondaire dans les écoles sélectionnées. L'UNICEF a appuyé le pilotage de Roots dans les provinces du Sud des Célèbes et du Centre

de Java, ainsi que le gouvernement national, afin d'évaluer le programme et d'élaborer des plans de mise à l'échelle en fonction des résultats. En 2018, plus de 10 000 élèves ont été atteints grâce à des répliques dirigées par le gouvernement du programme Roots Indonesia de 2017 ; 4 421 ont été atteints en 2019. Le ministère en charge de l'autonomisation des femmes et de la protection de l'enfance a adapté un modèle tel que Roots Indonesia dans sept autres provinces, formant 280 élèves en tant qu'agents du changement en 2019.



## Contexte

En Indonésie, trois enfants et adolescents sur quatre ayant subi au moins un type de violence ont déclaré que les auteurs de ces actes étaient leurs amis ou leurs pairs. De manière générale, 41 % des élèves âgés de 15 ans ont été victimes d'intimidation au moins quelques fois par mois.<sup>1</sup>

Les propos humiliants, les bagarres physiques et le harcèlement de la part d'autres élèves sont les facteurs les plus fréquemment mentionnés par les élèves lorsqu'ils caractérisent leur école comme peu sûre.



## Approche stratégique

Roots Indonesia, un programme de prévention de l'intimidation en milieu scolaire, a été introduit dans la province du Sud des Célèbes en 2017 afin de créer des environnements d'apprentissage accueillants, sûrs et encourageants pour les enfants. Cette initiative, adaptée du programme nord-américain appelé Roots, visait à améliorer les relations entre pairs et à réduire les incidents liés au harcèlement et à la violence parmi les élèves du premier cycle du secondaire dans les écoles sélectionnées. Le programme visait plus particulièrement à instaurer un climat scolaire plus positif grâce à l'élaboration participative d'une politique de lutte contre l'intimidation, à modifier les normes sociales concernant l'intimidation et à sensibiliser les enseignants à la manière dont l'intimidation affectent leurs élèves, ainsi qu'à leur capacité à gérer les cas de brimades par le biais d'une discipline positive.

Grâce au programme Roots Indonesia, 30 à 40 élèves de chaque école sélectionnée ont été formés en tant qu'agents de changement. Ces jeunes ont été identifiés à l'aide de la

théorie des réseaux sociaux ; cette méthode a permis de garantir que les élèves sélectionnés feraient participer l'ensemble des élèves. Les acteurs du changement ont appris à identifier les problèmes et à lancer des activités de lutte contre l'intimidation à l'école. Ils ont pris part à des séances régulières après les cours afin d'identifier les problèmes de leur école et les solutions à y apporter. Les élèves ont pris part à toutes les étapes du programme Roots, y compris la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation. Les agents du changement ont bénéficié du soutien de jeunes animateurs issus d'organisations locales d'enfants. Les activités ont débouché sur une déclaration à l'échelle de l'école contre l'intimidation, qui a été mise en œuvre avec l'aide du personnel scolaire. Les élèves ont créé des affiches et des pièces de théâtre pour faire connaître la convention de l'école contre l'intimidation.

Les activités de lutte contre l'intimidation menées par les élèves dans les écoles ont été réalisées en collaboration avec la société civile.



## Principales réalisations

- L'UNICEF a appuyé le pilotage de Roots dans les provinces du Sud des Célèbes et du Centre de Java et a aidé les provinces et le gouvernement national à évaluer le programme et à élaborer des plans de mise à l'échelle en fonction des résultats.
- Plus de 10 000 élèves ont été sensibilisés en 2018 et 4 421 en 2019, grâce à la reproduction, sous l'égide du gouvernement, du modèle de prévention du harcèlement scolaire conçu et piloté en 2017.
- Le ministère en charge de l'autonomisation des femmes et de la protection de l'enfance a adapté un modèle tel que Roots Indonesia dans sept autres provinces, formant 280 élèves en tant qu'agents du changement en 2019.

PLUS DE  
**10,000**

élèves ont été sensibilisés en 2018 et

**4,421**

en 2019

**280**

élèves formés en tant qu'agents de changement en 2019

**30—40**

élèves dans chaque école sélectionnée ont été formés en tant qu'agents de changement



© UNICEF/UNI/42133/ESTEX



## Enseignements tirés

- 1 Il est essentiel pour la réussite du programme d'établir des relations solides avec le personnel de l'école et d'impliquer le personnel et les directeurs dès la phase initiale du programme.
- 2 Il est indispensable de renforcer les capacités du personnel scolaire en matière de théorie des réseaux sociaux et de nomination par les pairs pour la sélection des agents du changement, car cette méthode n'est pas couramment utilisée pour sélectionner les élèves qui mèneront des activités dans les écoles.



## Recommandations

- 1 Adapter et développer le programme Roots Indonesia et y ajouter ou y associer un programme de formation des enseignants afin de renforcer leurs connaissances et leur efficacité personnelle en matière de discipline positive.

## Notes de fin

- 1 Données représentatives au niveau national sur les intimidations dans les écoles indonésiennes tirées de l'étude PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) 2018.



© UNICEF/2017/Cory Rogers

## L'UNICEF Jordanie transforme la vie d'enfants et d'adolescents vulnérables

Principales stratégies de changement  
social et comportemental (CSC), réalisations  
et enseignements tirés de l'expérience

### Résumé



**Dates de l'activité**  
Depuis 2015



**Durée de l'activité**  
9 ans (en cours)



**Budget**  
20 millions de dollars  
US (par an)

Le programme Makani (« Mon espace » en arabe) de l'UNICEF Jordanie consiste en un ensemble intégré d'interventions visant à promouvoir le bien-être des jeunes les plus vulnérables de Jordanie et à les aider à réaliser pleinement leur potentiel physique, cognitif, social et émotionnel. Ce programme offre aux enfants et aux adolescents un ensemble de services intégrés, adaptés en termes d'âge et de genre, comprenant la préparation à l'apprentissage, le soutien à l'apprentissage, des services communautaires de protection de l'enfance et des programmes de développement des compétences (y compris des compétences numériques). Des programmes de développement de la petite enfance et sur la parentalité adaptés aux différents groupes d'âge sont mis à la disposition des parents. Si

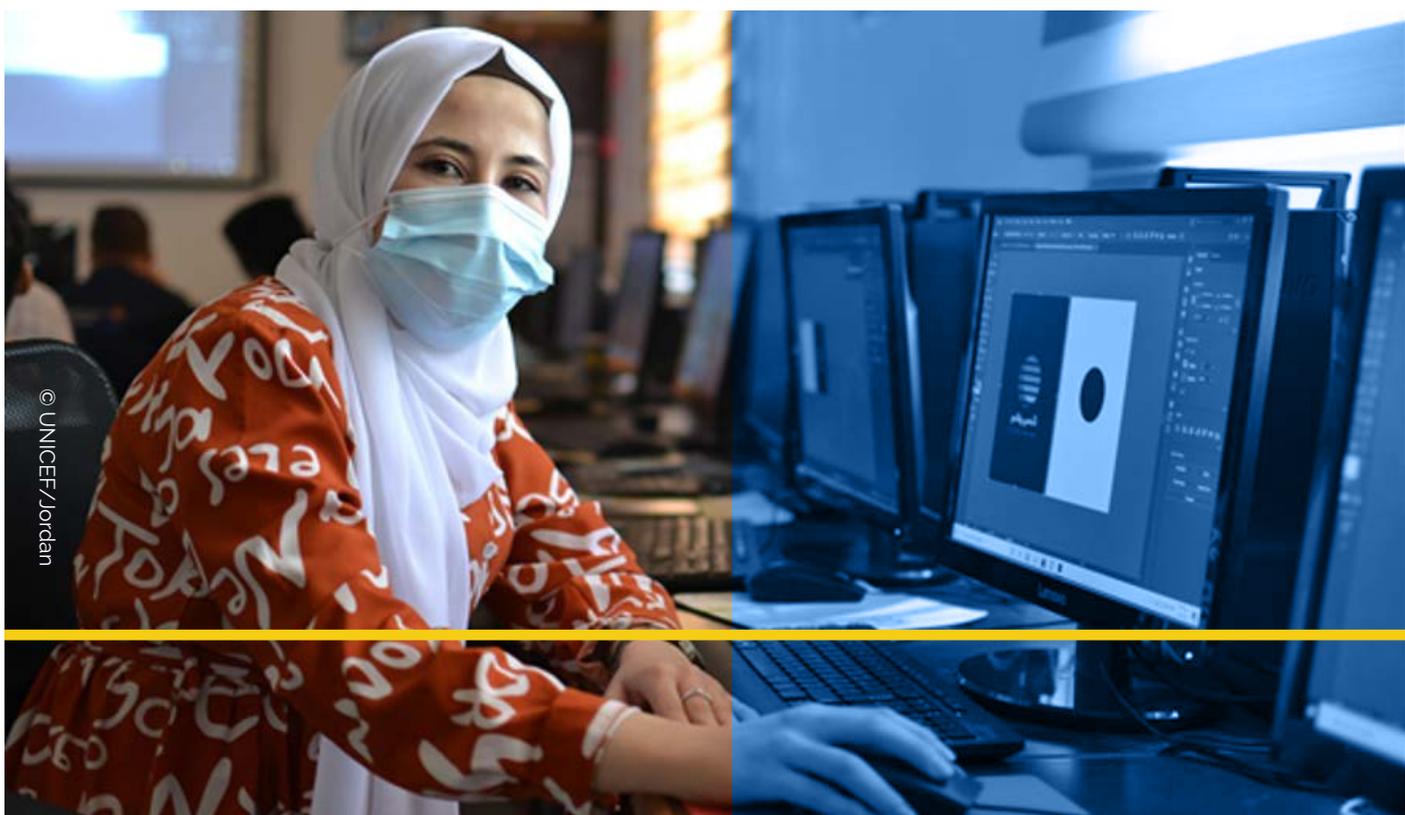
nécessaire, les animateurs de Makani peuvent orienter les enfants et les familles vers des services spécialisés. Les enfants qui fréquentent les centres Makani ont 50 % plus de chances d'être inscrits à l'école et obtiennent de meilleurs résultats scolaires que les groupes similaires qui ne fréquentent pas Makani. Ils ont également obtenu de meilleurs résultats scolaires que les groupes similaires ne fréquentant pas Makani, et de meilleurs résultats en ce qui concerne les liens sociaux, la confiance en soi, la prise de conscience de la violence et le bien-être. Ces interventions de développement des compétences ont permis de renforcer les liens sociaux et d'améliorer les résultats globaux des jeunes participant au programme Makani par rapport à ceux qui n'y participent pas.<sup>1</sup>

Près de 54 % de la population jordanienne est âgée de moins de 24 ans. Les jeunes sont confrontés à une série de défis, tels que la pauvreté, le manque d'éducation de qualité, des taux de chômage élevés et des services sociaux et de protection de l'enfance inadéquats. Avec plus de 1,3 million de Syriens (enregistrés ou non), le Royaume de Jordanie accueille l'une des plus importantes populations de réfugiés au monde par habitant.<sup>2</sup> Presque la moitié (49 %) des 660 605 réfugiés syriens enregistrés (avril 2023) sont des enfants.<sup>3</sup> La Jordanie compte en outre plus de deux millions de réfugiés palestiniens enregistrés, ainsi que des groupes plus restreints d'Irak, du Yémen, du Soudan, de la Somalie et d'autres pays.<sup>4</sup>

Les classes jordaniennes sont généralement surchargées et les enseignants n'ont guère le temps d'accorder une attention individuelle aux élèves qui ont besoin d'aide pour suivre leurs cours. Les taux d'abandon scolaire des enfants non-jordanien est plus élevé que celui des enfants jordanien. La proportion d'enfants syrien qui ne vont pas à l'école est la plus importante. Quant aux adolescentes et aux personnes handicapées, ce sont des

populations particulièrement vulnérables qui sont confrontées au risque de mariage précoce, à une mobilité réduite et qui sont les plus susceptibles d'abandonner l'école.<sup>5</sup> Selon 57 % des communautés vulnérables difficiles à atteindre (par exemple, celles qui vivent dans des campements informels de tentes), aucun enfant n'est scolarisé en 2020, soit parce qu'elles n'ont pas les moyens de payer les frais liés à la scolarisation, soit parce qu'elles n'ont pas accès à un moyen de transport pour se rendre à l'école, soit parce que la famille a déménagé, soit parce que l'enfant travaille pour gagner de l'argent.<sup>6</sup>

La pandémie de COVID-19 a mis à rude épreuve une économie jordanienne déjà fragile. La pandémie a affecté la croissance économique, accentué les vulnérabilités existantes et augmenté les taux de chômage et de pauvreté. La fermeture prolongée des écoles liée à la pandémie a eu pour conséquence un accès inéquitable à un enseignement en ligne de qualité. Les différents niveaux de soutien parental à l'apprentissage des enfants ont encore exacerbé les inégalités de genre au sein de la jeunesse jordanienne.



© UNICEF/Jordan



## Approche stratégique

Pour satisfaire les besoins des enfants vulnérables en Jordanie, et en réponse à la crise syrienne et à l'initiative gouvernementale No Lost Generation (NLG), l'UNICEF Jordanie a développé le programme Makani en 2015. Le programme Makani est une approche globale de la fourniture de services équitables en termes de genre aux enfants réfugiés et jordaniens vulnérables, qui intègre dans un même espace le soutien à l'apprentissage, les services communautaires de protection de l'enfance, le développement de la petite enfance (DPE), les programmes d'éducation parentale, la participation des jeunes et les programmes de développement des compétences. La démarche inclusive du programme, axée sur le cycle de vie, permet de répondre aux besoins complexes des enfants les plus vulnérables et marginalisés (par exemple, les enfants Dom, en camps informels), des jeunes et des aidants familiaux.<sup>7,8</sup>

Le premier objectif du programme Makani est de renforcer la résilience et la cohésion sociale des enfants, des adolescents et des jeunes vulnérables en Jordanie en améliorant leurs possibilités d'apprentissage, leurs compétences sociales et leur santé psychosociale. L'objectif est de permettre à la jeunesse jordanienne de réaliser son potentiel, de passer à l'âge adulte de manière productive et de s'engager de manière positive dans la vie communautaire. Les messages de protection de l'enfance sont intégrés dans l'ensemble des activités de Makani, y compris dans les séances de sensibilisation communautaire. La mission du programme Makani consiste à soutenir des activités par l'intermédiaire d'un réseau de 136 centres dans tous les gouvernorats de Jordanie, dans les camps de réfugiés syriens et dans les ITS. Parmi les activités citons les suivantes :

- **Services de soutien à l'apprentissage :** Les enfants et les jeunes vulnérables bénéficient de cours accélérés de qualité en arabe, en mathématiques et en lecture.
- **Renforcement des compétences :** Des séances sur la culture numérique, la culture financière, la communication, la pensée critique, la gestion des émotions, la sensibilisation à la violence, l'égalité des genres, le renforcement de la résilience et d'autres compétences transférables dans la vie courante.



- **Temps de loisirs non structurés et activités sportives.** Les moments passés avec leurs pairs dans les centres Makani aident les jeunes à acquérir des compétences sociales et à développer des relations positives. Les adolescents et les jeunes qui s'engagent activement dans leur communauté au moyen d'initiatives menées par des jeunes et d'opportunités de volontariat significatives acquièrent des compétences et des informations qui contribuent à façonner leur personnalité, à développer leurs expériences pratiques, à renforcer leur confiance en soi, à leur permettre de s'adapter sainement à de nouvelles situations et à accroître leurs futures opportunités d'emploi.
- **Des séances sur le développement de la petite enfance (DPE) et sur l'amélioration de l'éducation des enfants :** Elles permettent aux parents et aux aidants familiaux d'acquérir les compétences nécessaires pour aider leurs enfants à réaliser leur plein potentiel, notamment en ce qui concerne la discipline positive, la stimulation de l'apprentissage précoce et le renforcement des liens entre parents et enfants.
- **Sensibilisation de la communauté :** La formation des comités communautaires Makani, composés de jeunes, de femmes, de dirigeants communautaires et de personnes influentes, leur permet d'identifier et d'orienter les jeunes vulnérables vers les centres Makani, où ils peuvent recevoir une aide appropriée.
- **Clubs d'action pour le climat :** Les Centres Makani ont créé en 2020 des Clubs d'action pour le climat afin de sensibiliser au changement climatique et aux risques qui y sont associés, et d'encourager les initiatives environnementales menées par les jeunes au sein des communautés. Par ailleurs, Makani a investi dans l'équipement de 48 centres Makani en panneaux solaires pour produire de l'électricité, promouvoir des infrastructures durables et réduire les émissions.
- **Transferts monétaires :** En 2020, le programme Makani a établi des liens stratégiques avec le système de protection sociale jordanien en collaboration avec le ministère du Développement social et le Fonds d'aide national, par le biais de l'initiative Cash Plus, qui complète l'aide financière avec les services intégrés de Makani, conformément aux initiatives Cash Plus de l'UNICEF et aux meilleures pratiques mondiales.

Le programme Makani s'est appuyé sur son réseau de familles et de communautés pour répondre rapidement à la crise lors de la pandémie de la COVID-19, en transférant toutes les activités des centres sur des plateformes en ligne. Les centres Makani ont fourni aux enfants vulnérables des tablettes et une connexion internet afin de réduire la fracture numérique. À la suite de la pandémie, les centres Makani ont adapté le contenu et le matériel du programme pour aider les jeunes à compenser toute perte d'apprentissage.



La qualité du système de suivi en temps quasi réel, appelé Bayanati (« Mes données » en arabe), continue d'être un atout pour le programme. Grâce aux données de qualité fournies par ce système, il est possible d'effectuer un suivi des performances fondé sur des données probantes, de mettre en place une programmation adaptative et d'ajuster la conception du programme afin de mieux servir les enfants les plus vulnérables.





## Principales réalisations

Depuis sa mise en place, le programme Makani n'a cessé d'évoluer. Le programme a renforcé la collaboration entre les organisations travaillant dans l'aide humanitaire à court terme et le développement international à long terme, et a élargi son approche de ciblage basée sur la vulnérabilité pour inclure toutes les communautés vulnérables en Jordanie, en mettant particulièrement l'accent sur les filles et les femmes, les enfants handicapés et les groupes marginalisés. Au cours de l'année 2022, le programme Makani a touché plus de 146 000 personnes dans le besoin, dont 114 068 enfants (55 % de filles, 19 % dans les camps de réfugiés, 2 % d'enfants handicapés). Les réalisations spécifiques sont les suivantes :<sup>9,10</sup>

- Les enfants qui fréquentent les centres Makani ont 50 % plus de chances d'être inscrits à l'école et ont de meilleurs résultats d'apprentissage que les groupes similaires qui ne fréquentent pas Makani.
- Les résultats obtenus par 89 % des enfants ayant fréquenté les centres Makani ont augmenté par rapport à ceux obtenus avant le test en arabe et en mathématiques.
- Ils ont obtenu de meilleurs résultats en ce qui concerne les liens sociaux, la confiance en soi, la sensibilisation à la violence et le bien-être.
- La probabilité que les adolescents et les jeunes participant à Makani occupent un poste de direction à l'école a augmenté de 38 %. Ils sont 41 % à contrôler leurs propres finances et deux fois plus nombreux à pratiquer un sport que ceux qui ne sont pas inscrits au programme Makani.
- Des jeunes filles ayant participé aux activités de Makani ont déclaré avoir mieux appris et compris ce qu'est la violence et comment le mariage d'enfants peut être préjudiciable. 30 % des filles inscrites à Makani savent où chercher de l'aide en cas de violence et avaient plus de chances d'avoir un ami en qui elles avaient confiance.
- Les adolescents participant à Makani sont 70 % plus susceptibles de collaborer avec d'autres pour résoudre un problème communautaire par le biais d'initiatives de bénévolat, que les non-participants à Makani. 70 % d'entre eux font régulièrement du bénévolat au sein de la communauté et 81 % croient en leur capacité à contribuer au développement de leur communauté.
- 92 % des adolescents se sentent plus en sécurité dans leur communauté depuis qu'ils fréquentent les centres Makani.
- 97 % des parents et des aidants familiaux ont montré qu'ils savaient mieux comment discipliner leurs enfants après avoir participé aux séances sur « l'amélioration des compétences parentale » proposées dans les centres Makani.
- Près de 95 % des parents ont estimé que le programme avait aidé leurs enfants à se sentir plus proches de leur communauté.



A Makani, on nous apprend à utiliser l'ordinateur pour créer des projets et des choses en rapport avec la vie quotidienne. >



-Jeune fille  
jordanienne de 17 ans

**146,000**

personnes dans  
le besoin, y  
compris

**114,068**

enfants touchés en 2022

**95%**  
DES PARENTS

estiment que le  
programme a aidé  
leurs enfants à se sentir  
plus proches de leur  
communauté



## Enseignements tirés

- 1** La mise à profit des synergies avec d'autres programmes de l'UNICEF, du gouvernement et des partenaires a permis d'accroître la portée et l'impact du programme.
- 2** Le renforcement des capacités nationales des partenaires de mise en œuvre (par exemple, le ministère du Développement social) a amélioré la qualité, l'appropriation et la responsabilité des interventions de Makani, ce qui est essentiel pour soutenir et institutionnaliser le programme.
- 3** Il est essentiel d'atteindre des groupes vulnérables spécifiques (par exemple, les enfants handicapés) pour garantir que tous les jeunes de Jordanie réussissent à l'école et réalisent leur potentiel tout au long de leur vie.
- 4** La prise en compte de l'égalité des genres dans les activités du programme a permis de sensibiliser l'opinion publique, de favoriser l'accès à l'éducation et de transformer les sociétés.
- 5** Il est indispensable de maintenir une approche fondée sur des données probantes pour évaluer la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la viabilité des activités de Makani, afin d'affiner le programme dans son ensemble.



## Recommandations

- 1 Renforcer les mécanismes d'orientation pour les jeunes :** Il convient de renforcer les mécanismes d'orientation qui relient les jeunes aux opportunités post-programme, notamment l'éducation et l'orientation professionnelle adaptées aux réalités locales, et qui aident les jeunes vulnérables à générer des revenus, que le programme Makani leur apprend à utiliser plus efficacement (par exemple, l'enseignement et la formation techniques et professionnels).
- 2 Intégrer systématiquement la sensibilisation à l'égalité des genres dans toutes les activités :** L'apprentissage des normes discriminatoires liées au genre doit être intégré dans le programme général de Makani afin que l'exposition des filles et des garçons aux idées et aux pratiques d'égalité des genres ne dépende pas des intérêts des animateurs individuels ou ne soit pas limitée à des jours particuliers (comme la Journée de la femme).
- 3 Renforcer le soutien aux jeunes des communautés les plus vulnérables et marginalisées :** Promouvoir les compétences en langue arabe dans les premières années d'école et renforcer les aspirations des parents et des enfants en matière d'éducation. Si les écoles secondaires ne sont pas facilement accessibles, fournir des bons de transport pour garantir l'accès aux services éducatifs.
- 4 Poursuivre le soutien et l'expansion des initiatives « Cash Plus ».** Transférer des fonds à un plus grand nombre d'adolescents et garantir un soutien jusqu'à la fin de l'enseignement secondaire.
- 5 Poursuivre les efforts d'institutionnalisation pour assurer la durabilité du programme :** Développer les activités nationales de renforcement des capacités afin de donner aux acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux les moyens de soutenir l'approche Makani à long terme, en vue d'assumer la responsabilité de la mise en œuvre du programme.

# Notes de fin

- 1 Presler-Marshall, E., Jones, N., Małachowska, A., Oakley, E., « *UNICEF Jordan's Makani Programme : supporting students, building resilience* ». Document d'orientation. Londres : Genre et adolescence : Global Evidence, 2022.
- 2 The Brookings Institution, « Syrian refugees in Jordan: A decade and counting », Brookings, 2022, <<https://www.brookings.edu/articles/syrian-refugees-in-jordan-a-decade-and-counting/>>.
- 3 Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, « Situational Syria Regional Response », UNHCR, avril 2022, <<https://data2.unhcr.org/en/situations/syria/location/3>>.
- 4 Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine, « Where we work », UNRWA, 8 avril 2023, <[www.unrwa.org/where-we-work/jordan](http://www.unrwa.org/where-we-work/jordan)>.
- 5 Fonds des Nations unies pour l'enfance, *Jordan Country report on out-of-school children*, UNICEF, 2020, <[www.unicef.org/jordan/media/5501/file/OSC-Report-EN.pdf](http://www.unicef.org/jordan/media/5501/file/OSC-Report-EN.pdf)>.
- 6 Fonds des Nations unies pour l'enfance, *Final report: Summative Impact Evaluation of the UNICEF Jordan Makani Programme*, UNICEF Jordanie, 5 mai 2022, <[https://www.unicef.org/jordan/media/11671/file/Makani%20summative%20impact%20evaluation\\_English.pdf](https://www.unicef.org/jordan/media/11671/file/Makani%20summative%20impact%20evaluation_English.pdf)>.
- 7 Le terme Dom désigne un groupe ethnique spécifique du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et de la région de l'Anatolie orientale/Turquie. Ce groupe est une minorité marginalisée en Jordanie.
- 8 Fonds des Nations unies pour l'enfance, *Jordan Country report on out-of-school children*, UNICEF, 2020, <[www.unicef.org/jordan/media/5501/file/OSC-Report-EN.pdf](http://www.unicef.org/jordan/media/5501/file/OSC-Report-EN.pdf)>.
- 9 Jones N., Baird S., Presler-Marshall E., Małachowska A., Kilburn K., Abu Hamad B., et al, « Adolescent well-being in Jordan: exploring gendered capabilities, contexts, and change strategies: A synthesis report on GAGE Jordan baseline findings », Gender and Adolescence: Global Evidence, octobre 2019, <[www.gage.odi.org/wp-content/uploads/2019/10/Adolescent-Well-Being-In-Jordan-Exploring-Gendered-Capabilities-Contexts-And-Change-Strategies.pdf](http://www.gage.odi.org/wp-content/uploads/2019/10/Adolescent-Well-Being-In-Jordan-Exploring-Gendered-Capabilities-Contexts-And-Change-Strategies.pdf)>.
- 10 Fonds des Nations unies pour l'enfance, *Rapport final : Summative Impact Evaluation of the UNICEF Jordan Makani Programme*, UNICEF Jordanie, 5 mai 2022, <[https://www.unicef.org/jordan/media/11671/file/Makani%20summative%20impact%20evaluation\\_English.pdf](https://www.unicef.org/jordan/media/11671/file/Makani%20summative%20impact%20evaluation_English.pdf)>.





© UNICEF/UN0416453/Goga

## L'UNICEF Croatie et Serbie œuvre en faveur des services centrés sur la famille pour l'éducation de la petite enfance<sup>1</sup>

Principales stratégies de changement social et comportemental (CSC), réalisations et enseignements tirés de l'expérience

### Résumé

L'UNICEF Croatie et Serbie travaillent à la mise en place de services d'intervention pour la petite enfance (IPE) modernes et durables, fondés sur le modèle social du handicap. Dans chaque pays, les IPE apportent un appui aux familles ayant des enfants, de la naissance à l'âge de six ans, qui risquent de souffrir ou souffrent de retards de développement, de handicaps et/ou de problèmes en matière de comportement ou de santé mentale. En Croatie, le programme d'IPE a considérablement changé la donne pour les familles participantes, en permettant aux parents de mieux comprendre les forces,

les capacités et les besoins de leurs enfants. Cette expérience a également contribué à améliorer l'accès des familles aux services, programmes et activités souhaités au sein de leur communauté. Les parents serbes ont déclaré qu'ils appréciaient beaucoup la disponibilité des équipes des services d'IPE, qu'ils trouvaient le programme efficace quant à la fourniture des informations sur leurs droits et au soutien dont ils bénéficiaient lorsqu'ils avaient des questions ou des inquiétudes, et qu'ils se sentaient plus compétents et plus aptes à favoriser le développement de leur enfant.



## Contexte

L'IPE est un modèle social qui intègre des éléments liés à l'éducation, à la santé, aux thérapies, à la nutrition, à la protection sociale, aux droits et au bien-être de l'enfant et des parents, et qui nécessitent un soutien coordonné de la part de ces principaux secteurs sociaux. Il est axé sur le développement global et holistique de l'enfant et de la famille. Il ne cherche pas à « guérir l'enfant », mais à aider les enfants ayant des capacités différentes à réaliser leur potentiel. Les parents sont des acteurs clés, qui fixent des objectifs pour leur enfant, participent à l'élaboration de plans individualisés et fournissent des services d'intervention pour la petite enfance à domicile, soutenus et encadrés par des professionnels pour répondre aux besoins de leur enfant et aux leurs.

Pour que les enfants atteignent leur plein potentiel de développement, ceux qui ont besoin d'un accompagnement doivent être identifiés le plus tôt possible, idéalement par un dépistage néonatal ou, plus tard, par un dépistage, un suivi et un diagnostic médical du développement. En réalité, de nombreux enfants qui présentent des difficultés de développement en Europe et en Asie centrale ne sont pas identifiés avant qu'ils ne commencent à aller à l'école. C'est généralement à moment que les familles prennent souvent plus conscience des préoccupations concernant le développement de leur enfant. La Croatie et la Serbie manquent de services d'intervention pour la petite enfance de qualité destinés aux enfants dans le besoin et à leurs familles.

### Croatie

En 2019, parmi les 230 188 enfants croates âgés de 0 à 5 ans, au moins 24 169 (10,5 %) présentaient des retards de développement ou des handicaps et pouvaient potentiellement prétendre aux services d'intervention pour la petite enfance. En 2019, le pays ne comptait que 47 programmes d'IPE au service d'environ 2 900 enfants ; seul un enfant sur huit pouvant potentiellement bénéficier des IPE participait à ces services. Les outils de dépistage normalisés n'étaient pas utilisés dans l'ensemble des systèmes de santé et de soins sociaux de la Croatie, ce qui rendait difficile l'identification systématique des enfants présentant un risque de retard de développement ; plus de la moitié des enfants croates bénéficiant de programmes d'IPE étaient

âgés de 3 à 6 ans. Environ 25 % des familles bénéficiant des services d'IPE en Croatie vivaient dans la pauvreté. Seuls quelques programmes d'IPE desservent les zones rurales éloignées, les populations insulaires et les communautés roms. La plupart (85 %) des familles ayant besoin de services d'IPE ont déclaré que ces services étaient trop éloignés de leur domicile. Il est urgent de sensibiliser les communautés, de mettre en place un dépistage universel des troubles du développement et d'orienter rapidement les enfants vers les services d'IPE, en particulier les enfants exclus et ceux à risque.<sup>2</sup>

### Serbie

Au moins 60 000 enfants serbes âgés de 0 à 5 ans présentaient des retards de développement ou des handicaps en 2019. Parmi les enfants de cette tranche d'âge qui présentent des retards de développement, 13 % avaient besoin d'un suivi continu et 5 % d'un accompagnement plus poussé. La plupart des cas de retard de développement ont été détectés trop tard, en partie parce que les pédiatres n'utilisaient pas d'outils normalisés pour suivre et évaluer le développement de l'enfant. Les difficultés de détection en temps opportun étaient également dues à des retards ou à une utilisation incohérente des outils de dépistage. En l'absence d'un dépistage précis et efficace du développement, jusqu'à 60 % des enfants présentant des retards de développement et jusqu'à 80 % des tout-petits présentant des difficultés sociales et émotionnelles risquaient de ne pas être identifiés.<sup>3</sup>





## Approche stratégique

### Croatie

En 2019, l'UNICEF Croatie a dressé un état des lieux pour identifier les forces et les faiblesses des services d'IPE existants, et faire un état des ressources à tous les niveaux et dans toutes les régions du pays, y compris les capacités professionnelles et institutionnelles, la formation et le financement. Les résultats obtenus ont fourni une base de données et de connaissances, et ont été utilisés pour appuyer le développement progressif, l'amélioration et l'expansion du système national d'ICE dans le but de répondre aux besoins actuels des familles ayant des enfants en situation de risque, y compris les enfants présentant des retards de développement, des handicaps et des problèmes en matière de comportement ou de santé mentale.

En 2020, le gouvernement croate a mis sur pied la *Commission pour l'intervention auprès de la petite enfance et le groupe de travail exécutif* chargé d'élaborer le *plan stratégique national en faveur de l'IPE* pour une période de cinq ans.<sup>4</sup> La Commission a accompagné plusieurs partenaires et parties prenantes dans l'élaboration du plan et des stratégies et surveille sa mise en œuvre. Le *plan stratégique en faveur de l'ICE* sert de base à l'élaboration de lignes directrices, de normes et de procédures professionnelles pour les programmes d'intervention précoce.<sup>5</sup> En collaboration avec des experts croates, l'*Association croate pour l'intervention auprès de la petite enfance* a mis au point une formation

en ligne sur les principes fondamentaux de l'intervention auprès de la petite enfance afin de parvenir à une vision commune qui transcende une profession, une institution ou un secteur unique. L'objectif est d'offrir des services optimaux en réponse aux besoins complexes des enfants handicapés ou présentant des risques de développement (biologiques et environnementaux) et de leurs familles. La formation en ligne comprend sept modules personnalisés interactifs sur les principes de l'IPE : les composantes de la prestation de services, la coordination et l'intégration des services et des ressources, la promotion du développement de la petite enfance, le rôle de la famille dans l'intervention précoce, le travail d'équipe et le processus de transition. L'objectif est d'intégrer cette ressource sous forme de formation continue obligatoire pour tous les praticiens en Croatie qui s'occupent des services d'IPE ou qui travaillent avec les jeunes enfants et leurs familles (pédiatres, médecins généralistes, infirmières de patronage, orthophonistes, rééducateurs, psychologues, assistants sociaux et ergothérapeutes).

Outre l'adoption de l'approche centrée sur la famille et l'enfant pour les évaluations, les visites à domicile et l'élaboration de plans de soutien individuels pour les familles, un ensemble d'ateliers sur l'éducation parentale, intitulé *Growing Up Together* (Grandir ensemble), a été proposé aux parents qui élèvent des enfants dans des conditions difficiles et avec



des ressources limitées, et adapté aux familles d'enfants handicapés ou présentant des retards de développement et aux familles de minorités nationales roms qui rencontrent des difficultés particulières. Les ateliers comprenaient trois volets : une séance pour les parents, une pour les enfants et une pour les parents afin qu'ils jouent avec leurs enfants.

L'intensification de la sensibilisation des communautés à l'IPE est l'un des éléments du modèle à l'étude en Croatie dans le cadre de la *Garantie européenne pour l'enfance*. Ciblent les communautés à faibles revenus et difficiles à atteindre, le partenaire de l'UNICEF *Médecins du Monde* repère les enfants dans les communautés en allant de maison en maison, en interagissant avec les familles et en utilisant le Questionnaire sur les étapes du développement (ASQ) pour effectuer un premier dépistage des enfants. Les enfants repérés sont orientés vers la *Medimurje Association for Early Childhood Intervention (MURID)*, où ils bénéficient de services d'IPE tels que des évaluations complètes de l'enfant et de la famille, des plans individualisés pour la famille et l'enfant qui englobent des options de services à domicile, dans la communauté et dans des centres, et un accompagnement dans la transition de l'enfant vers l'éducation et la prise en charge de la petite enfance. Le projet pilote de deux ans, de 2021 à 2022, a touché 270 enfants âgés de 0 à 7 ans qui ont ou risquent d'avoir des retards de développement ou des handicaps et a touché directement 400 parents et autres aidants naturels. Le projet pilote a également touché indirectement 500 enfants et 600 autres parents/aidants naturels. Les résultats de ce projet pilote et du modèle communautaire de services d'IPE ont contribué à l'élaboration d'un *plan d'action pour le comté de Medimurje* et à la stratégie nationale de mise en place d'un système d'IPE au moyen d'un comité intersectoriel sous les auspices du ministère croate de la Santé.

## Serbie

Un état des lieux dressé en 2017 en Serbie a révélé que les politiques et les services, qui nécessitent l'implication de plusieurs secteurs pour répondre aux besoins complexes des jeunes enfants ayant des difficultés de développement et de leurs familles, n'étaient pas intégrés et coordonnés. Il a également révélé que les services d'IPE étaient rares et que les professionnels n'avaient pas la capacité de fournir

ces services en s'appuyant sur de nouvelles preuves et des approches innovantes qui placent les familles au centre des interventions. L'approche médicale visant à corriger les « défauts » et à « guérir » l'enfant sur la base de protocoles médicaux ou de traitements/réadaptations a été adoptée. L'environnement général était caractérisé par la persistance des préjugés, de la stigmatisation et de la discrimination, de l'abandon des enfants et du placement en institution pour cause de handicap. Cet état des lieux a permis d'établir une base de référence et d'identifier les sites pilotes où les modèles d'IPE seraient mis en œuvre.

Le projet pilote d'IPE en Serbie a essentiellement consisté au remplacement des pratiques traditionnelles, orientées vers la médecine, par un modèle centré sur la famille qui implique les parents en tant que partenaires égaux dans la planification et la mise en œuvre des interventions en faveur de la petite enfance. L'accent a été mis sur la fourniture de services dans la sphère familiale, considérée comme le meilleur cadre pour l'apprentissage, le développement et la croissance de l'enfant, avec le soutien des parents aptes à maintenir des routines pour stimuler le développement de compétences fonctionnelles. Le modèle intégré de travail en équipe a été mis en place pour remédier à l'inefficacité de la pratique observée, dans laquelle les parents passaient d'un professionnel à l'autre sans bénéficier d'une orientation et d'un accompagnement dédiés et complémentaires. Ce modèle intègre un prestataire de services principal qui travaille avec la famille et est appuyé par une équipe interdisciplinaire de professionnels. Au départ, les professionnels avaient du mal à dépasser leur rôle professionnel étroit pour s'appuyer sur l'expertise d'autres professionnels et en tirer des enseignements, mais cette expérience s'est rapidement révélée enrichissante pour tous les professionnels et très responsabilisante pour les parents. Le travail d'équipe et le partenariat intersectoriel ont été renforcés pour obtenir les meilleurs résultats, et un programme permanent de développement des capacités a été proposé à des professionnels sélectionnés dans les sites pilotes de Serbie. Le partenariat entre les parents et les professionnels s'est avéré être l'un des principaux atouts du nouveau modèle d'IPE en Serbie. Les participants ont souligné que le nouveau modèle implique davantage les parents que le modèle médical traditionnel, ce qui permet aux parents de mieux contribuer au développement de leur enfant.



## Principales réalisations

- En Croatie, le programme d'IPE a considérablement changé la donne pour les familles participantes, en permettant aux parents de mieux comprendre les forces, les capacités et les besoins de leurs enfants. Cette expérience a également contribué à améliorer l'accès des familles aux services, programmes et activités souhaités au sein de leur communauté.<sup>6</sup>
- Les parents serbes ont déclaré qu'ils appréciaient beaucoup la disponibilité des équipes des services d'IPE, qu'ils trouvaient le programme efficace quant à la fourniture des informations sur leurs droits et au soutien dont ils bénéficiaient lorsqu'ils avaient des questions ou des inquiétudes, et qu'ils se sentaient plus compétents et plus aptes à favoriser le développement de leur enfant.<sup>7</sup>



© UNICEF Srbija/2021/Pančić



© UNICEF Serbia/2017/Vas

**Le projet pilote a touché indirectement 500 enfants et 600 autres parents/aidants naturels en Croatie**

Le projet pilote de deux ans, de 2021 à 2022,

**270 ENFANTS**

âgés de 0 à 7 ans en Croatie

**Les parents serbes ont déclaré qu'ils appréciaient beaucoup la disponibilité des équipes des services d'IPE**



## Enseignements tirés et recommandations

- 1** Les partenariats et la participation active de nombreuses parties prenantes, allant des enfants et de leurs familles aux professionnels qui les soutiennent, en passant par les autorités nationales et locales, les organisations de la société civile, les organisations intergouvernementales telles que l'Union européenne et les multiples agences des Nations Unies, sont essentiels à la mise en place de programmes efficaces et durables pour l'intervention auprès de la petite enfance.
- 2** Lors de la mise en place progressive des services d'IPE, il est essentiel que les activités clés suivantes soient intégrés : Suivi systématique du développement de l'enfant dans le cadre des services de santé de routine ; sensibilisation, dépistage et orientation ; évaluation précoce et complète ; planification individualisée ; prestation de services ; planification de la transition pour soutenir l'entrée dans l'éducation inclusive ; suivi et évaluation continus des interventions ; évaluation et analyse continues des résultats du programme.

## Notes de fin

- 1 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « Family-centered services for early childhood intervention: Highlighting initiatives in Croatia and Serbia », UNICEF, 2022.
- 2 Fonds des Nations Unies pour l'enfance, « Family-centered services for early childhood intervention: Highlighting initiatives in Croatia and Serbia », UNICEF, 2022.
- 3 UNICEF Serbie, « Situational Analysis of Services for Babies and Young Children with Disabilities in Serbia: Development of services for early childhood interventions - Opportunities and challenges », Fonds des Nations Unies pour l'enfance, 19 février 2020, <[www.unicef.org/serbia/en/situational-analysis-services-babies-and-young-children-disabilities-serbia](http://www.unicef.org/serbia/en/situational-analysis-services-babies-and-young-children-disabilities-serbia)>
- 4 UNICEF Europe et Asie centrale, « Support and Services for Children with Disabilities in Croatia: Situation analysis and recommendations », 9 novembre 2020, <[www.unicef.org/eca/press-releases/support-and-services-children-disabilities-croatia-situation-analysis-and](http://www.unicef.org/eca/press-releases/support-and-services-children-disabilities-croatia-situation-analysis-and)>
- 5 La Croatie sert également de pays pilote pour la Garantie européenne pour l'enfance, qui modélise un ensemble de services d'ICE. La Garantie européenne pour l'enfance vise à prévenir et à combattre l'exclusion sociale en garantissant l'accès effectif des enfants dans le besoin à un ensemble de services clés : éducation et soins gratuits pour la petite enfance, éducation gratuite (y compris des activités scolaires et au moins un repas sain chaque jour d'école), et soins de santé gratuits.
- 6 UNICEF Croatie, « Theory of Change: ECI » (version finale), 2021.
- 7 Institut de psychologie, « Monitoring and Evaluation of the Pilot Implementation of the Early Childhood Intervention Model in Serbia », 2020.

## L'UNICEF Oman met en place une stratégie de changement social et comportemental pour prendre en considération le développement de la petite enfance, l'inclusion des enfants handicapés et la violence à l'encontre des enfants

Principales stratégies de changement social et comportemental (CSC), réalisations et enseignements tirés de l'expérience

### Résumé



Dates de l'activité  
2020 à 2021



Durée de l'activité  
18 mois



Budget  
Inconnu

L'UNICEF Oman, de concert avec les ministères de l'éducation, de la santé et du développement social du Sultanat d'Oman, a soutenu la recherche formative afin d'éclairer le développement d'une stratégie de communication sur le changement social et comportemental pour trois domaines de programme : Développement intégré de la petite enfance (DPE), inclusion des enfants handicapés (EH) et violence contre les enfants (VCE). Une analyse documentaire complète a été réalisée pour fournir des informations sur ce qui est déjà connu dans ces domaines dans le contexte omanais. Avant d'élaborer la stratégie, des études qualitatives ont été

menées pour identifier les perceptions et les attitudes à l'égard du développement du jeune enfant, des enfants handicapés et de la violence à l'égard des enfants. L'UNICEF Oman propose au gouvernement d'Oman une stratégie intersectorielle de CSC et a formé un groupe de travail sur la CSC pour superviser et réaliser les activités de CSC prévues dans le plan de travail de la stratégie. Dans trois ministères, des indicateurs de changement social et comportemental ont été intégrés dans les systèmes de données administratives. L'UNICEF Oman soutient également le lancement de campagnes de masse avec le gouvernement d'Oman.

La mise en place de programmes de développement de la petite enfance est l'un des moyens les plus rentables de jeter les bases de la santé et de l'éducation des enfants afin d'accroître leurs compétences, leurs aptitudes et leur productivité. Le Développement Intégré de la Petite Enfance (DIPE) est essentiel pour que tous les enfants puissent réaliser leur plein potentiel. Les enfants privés de « soins nourriciers » adéquats (santé, nutrition, développement précoce, possibilités d'apprentissage, soins et protection) ont tendance à avoir des résultats cognitifs, linguistiques et psychosociaux plus faibles, ce qui se traduit par une baisse des résultats scolaires à l'école primaire. L'enquête en grappes à indicateurs multiples (MICS) effectuée en 2014 à Oman a montré que seuls 25 % des enfants de moins de cinq ans possèdent au moins trois livres pour enfants. Les enfants âgés de 36 à 59 mois dont le développement est en bonne voie dans au moins trois des quatre domaines (alphabétisation et calcul, physique, social et affectif, et apprentissage) représentent 68 % de la population.<sup>1</sup> Même si les services d'éducation de la petite enfance se sont rapidement développés à Oman ces dernières années, la participation aux programmes de développement de la petite enfance, en particulier dans les crèches et les garderies, reste relativement faible, malgré un engagement public fort et une reconnaissance généralisée de l'importance d'un bon départ dans la vie pour le développement social et économique. La majorité des services de

développement de la petite enfance, tels que les jardins d'enfants et les crèches, sont fournis par le secteur privé et tendent à être limités dans les zones reculées. Le taux d'inscription à l'EPE pour les enfants de 3 à 5 ans était de 50 % au cours de l'année scolaire 2017/2018.<sup>2</sup>

L'intégration des enfants handicapés dans les écoles maternelles est limitée.<sup>3</sup> Conformément à une étude de recherche formative menée en 2019 sur les perceptions autour de l'inclusion, les parents d'enfants handicapés étaient préoccupés par le bien-être de leurs enfants à l'école, compte tenu de la stigmatisation et de la discrimination auxquelles leurs enfants pourraient être confrontés. Les parents en charge d'enfants non handicapés et les jeunes eux-mêmes ont exprimé des réserves quant aux avantages de l'intégration et ont décrit leur interaction avec les EH comme suscitant de la pitié ou de la gêne, certains allant même jusqu'à dire que les EH n'étaient « pas normaux ». Certains parents n'ont pas voulu que leurs enfants participent à des classes d'intégration avec des enfants atteints d'un handicap.<sup>4</sup>

La loi sur l'enfance de 2014 interdit la violence à l'égard des enfants dans tous les contextes, y compris à l'école. Toutefois, une proportion importante d'enfants et de jeunes sont exposés à la violence dans les écoles, les communautés et les familles. Les données récentes sur la prévalence étant limitées, il est difficile de mieux comprendre les nombreuses dimensions et l'étendue de ce problème.





## Approche stratégique

L'UNICEF Oman collabore avec le groupe de gestion du programme (GGP) et le groupe de travail sur la communication pour le changement social et comportemental (CCSC), composé de fonctionnaires des ministères de l'information, de l'éducation, de la santé, du développement social ainsi que du Centre national pour les statistiques et l'information, à l'élaboration d'une stratégie visant à traiter le développement de la petite enfance, y compris les EH et la violence à l'égard des enfants. Un travail de recherche formative a été mené pour informer et guider la conception et la mise en œuvre de la stratégie, en commençant par une étude documentaire complète pour fournir des informations sur ce que l'on sait déjà de ces domaines dans le contexte omanais. Cette étude a mis en évidence d'autres domaines dans lesquels des informations manquaient, et ces lacunes ont également informé et guidé la recherche et l'élaboration d'un protocole de recherche qualitatif qui a mis l'accent sur les points suivants :

1. Mieux comprendre les connaissances et les pratiques liées au développement de la petite enfance et à l'éducation des enfants, à l'intégration des enfants handicapés et à la violence contre les enfants, et identifier les mythes et les croyances culturelles qui influencent les comportements des aidants familiaux.
2. Recenser les pratiques courantes associées au développement, à l'éducation et aux soins des enfants dans les premières années de leur vie et explorer les raisons des faibles taux d'allaitement maternel exclusif et de l'initiation précoce à l'alimentation complémentaire, ainsi que les facteurs qui contribuent à la résistance à l'allaitement maternel exclusif.
3. Examiner les perceptions de la communauté sur le DPE et obtenir une meilleure compréhension des perceptions de la scolarisation précoce.
4. Examiner les défis infrastructurels, sociaux et culturels liés à l'intégration des enfants handicapés.

Étudier les connaissances et les attitudes en matière de mesures disciplinaires positives, identifier les points d'entrée et les plateformes potentiels pour la mise en œuvre d'un programme de formation à l'intention des parents, et explorer les sources d'information crédibles en matière de développement de la petite enfance, d'intégration et de discipline positive.<sup>5</sup>

Un document stratégique a été mis au point sur la base des résultats de la recherche formative. Les objectifs principaux de la stratégie en matière de communication étaient les suivants :

1. Favoriser l'extension et le renforcement des interventions de DIPE et de l'éducation parentale positive à Oman.
2. Participer à l'acceptation, à l'extension et au renforcement de l'intégration des enfants handicapés dans le système éducatif.
3. Améliorer la sensibilisation des parents/ responsables d'enfants, des enseignants et des communautés et favoriser un environnement permettant d'éliminer et d'arrêter la violence à l'encontre des enfants dans les foyers et les écoles.



© UNICEF/Al Farsi



## Approche stratégique

La planification des activités s'est faite à trois niveaux : politique, prestation de services et relations interpersonnelles. Les activités de plaidoyer et d'engagement de haut niveau ont été planifiées avec les hauts fonctionnaires, les décideurs et les médias. En ce qui concerne la prestation de services, les activités visaient à renforcer les capacités des prestataires de santé et des éducateurs en matière de développement intégré du jeune enfant, de communication interpersonnelle, de nutrition, d'éducation de la petite enfance et d'éveil précoce. De nombreuses activités au niveau interpersonnel ont été planifiées, notamment :

- La campagne nationale de communication sur le développement intégré du jeune enfant ciblant les personnes s'occupant d'enfants âgés de 0 à 8 ans, l'EVAC, et l'inclusion des EH ciblant les personnes s'occupant d'enfants âgés de 0 à 18 ans et les personnes d'influence.

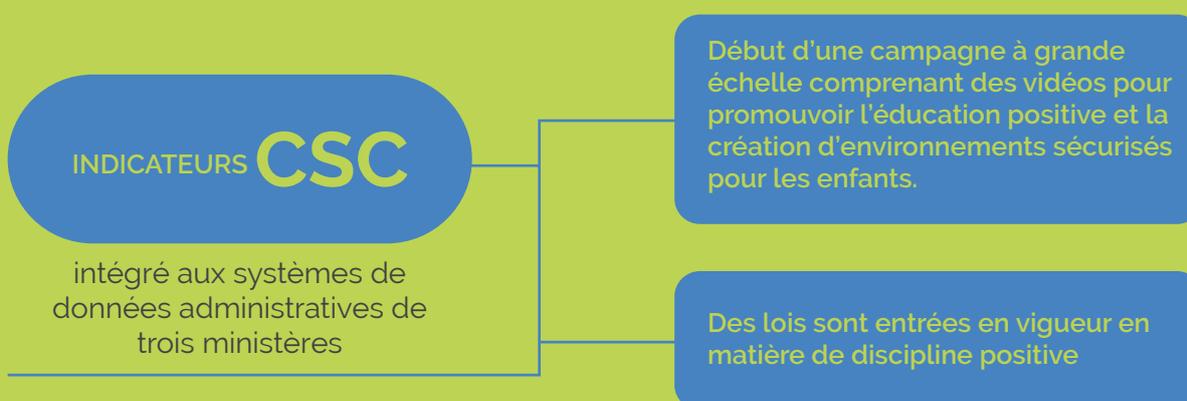
- La mobilisation sociale dans les zones prioritaires par l'identification et le renforcement des capacités des partenaires locaux et des ONG.
- Des activités de sensibilisation dans les écoles maternelles et les écoles.
- Célébration des journées internationales en rapport avec les DIPE, l'EVAC et les enfants handicapés.
- Engager les institutions religieuses dans la promotion du développement intégré du petit enfant, de la nutrition et de l'éducation préscolaire.
- Recherche, suivi et évaluation.
- Gestion et coordination.





## Principales réalisations

- L'UNICEF Oman a mis en place une stratégie intersectorielle de CSC pour le gouvernement d'Oman.
- L'UNICEF Oman a constitué un groupe de travail CSC pour superviser et réaliser les activités CSC prévues dans le plan de travail de la stratégie.
- Dans trois ministères, des indicateurs de changement social et comportemental ont été intégrés dans les systèmes de données administratives.
- L'UNICEF Oman a conçu un programme de formation des formateurs sur la manière de conseiller les aidants familiaux en matière de développement intégré du jeune enfant et de nutrition, et a mis au point des aides à l'emploi et des outils numériques pour les prestataires de soins de santé.
- L'UNICEF Oman a apporté son soutien au lancement d'une campagne de masse (*Nos enfants, notre priorité*) avec le gouvernement d'Oman, comprenant des vidéos sur la parentalité positive et la création d'environnements sûrs pour les enfants.
- Des protocoles de nutrition et des pratiques en matière d'alimentation des enfants ont été élaborés et/ou mis à jour.
- Les manuels relatifs au traitement des cas de violence, de brimades et de cyber-intimidation signalés ont été mis à jour.
- Des actions de plaidoyer ont été organisées pour garantir l'ouverture de nouveaux établissements préscolaires inclusifs et pour assurer un enseignement préscolaire de qualité.
- Les lois relatives à la discipline positive ont été appliquées.
- Une action de formation a été menée auprès des médias pour souligner l'importance du DIPE et de la discipline positive pour l'avenir des enfants omanais.
- Des séances de renforcement des capacités ont été organisées pour former les coordonnateurs des ministères de la santé, de l'éducation et du développement social à communiquer avec les médias au sujet du DIPE, de l'EVAC et de l'inclusion.



## Enseignements tirés

- 1 L'un des principaux défis a été de parvenir à ce que le groupe de travail CSC mette en œuvre les activités de la stratégie CSC. Une structure de gouvernance de plus haut niveau pourrait s'avérer nécessaire pour renforcer le mécanisme de mise en œuvre.

## Recommandations

- 1 Recueillir davantage de données afin d'améliorer la stratégie.
- 2 Plaider pour que les différents secteurs ministériels intègrent davantage d'indicateurs sociaux dans leurs systèmes de données administratives.
- 3 Compléter la stratégie en y ajoutant des éléments relatifs à l'engagement et à la mobilisation des communautés (ces éléments étaient absents de la stratégie initiale).

## Notes de fin

- 1 M&D Consulting, *Oman Social and Behaviour Change Communication Strategy 2021-2024*, UNICEF Oman, 2021.
- 2 Ibid.
- 3 Ibid.
- 4 M&D Consulting, « Formative Research to Support Development of a C4D Programme with the Aim of Enhancing Practices in IIECD, Protection from Violence and Inclusion of Children with Disabilities », 2019.
- 5 Ibid.

## L'UNICEF Monténégro exploite les connaissances comportementales pour élaborer des messages de changement social et comportemental à l'intention des parents qui reçoivent des allocations familiales du gouvernement

Principales stratégies de changement social et comportemental (CSC), réalisations et enseignements tirés de l'expérience

### Résumé



**Dates de l'activité**  
2021 à 2023



**Durée de l'activité**  
3 ans



**Budget**  
75 000 dollars US

L'UNICEF Monténégro a mené des travaux de recherche sur les connaissances comportementales afin de déterminer de transmettre aux parents les messages les mieux à même de favoriser des changements sociaux et comportementaux concernant l'utilisation des allocations en espèces versées par le gouvernement pour inscrire leurs enfants à l'école maternelle et améliorer leur alimentation. L'objectif de la recherche était de comprendre comment les parents avaient l'habitude d'utiliser leurs

allocations. Les conclusions ont été utilisées pour élaborer des brochures et des affiches qui ont servi à expliquer les avantages de la scolarisation des enfants à l'école maternelle, comment améliorer leur alimentation, et à inciter les parents à passer à l'action. Les documents ont été prétestés et révisés en fonction des observations des parents. Dans la phase actuelle et finale du projet, l'UNICEF Monténégro teste des interventions sélectionnées dans les municipalités enregistrant les taux de scolarisation avant le primaire les plus faibles.



## Contexte

Jusqu'à un tiers des enfants monténégrins sont exposés à une pauvreté monétaire importante, ce qui en fait l'un des groupes de population les plus démunis du pays.<sup>1</sup> Près de 46 % des enfants (entre 0 et 17 ans) sont exposés au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale.<sup>2</sup> La pauvreté est particulièrement généralisée et source de préoccupation chez les populations vulnérables telles que les enfants roms et égyptiens. Pour remédier à ce problème, la Commission des droits de l'enfant du gouvernement national du Monténégro, avec le soutien de l'UNICEF, a mis en place un programme de lutte contre la pauvreté. Le gouvernement monténégrin, avec le soutien de l'UNICEF, a proposé la mise en place d'allocations pour enfants, à savoir :

- Une allocation universelle (inconditionnelle) pour enfants, tout d'abord, pour les groupes d'âge de 0 à 6 ans, puis étendue (en 2022) à tous les enfants mineurs (<18 ans) ; et
- Une allocation pour enfant basée sur l'aide matérielle aux familles pour les enfants vulnérables (sous réserve que les enfants aillent à l'école).

L'UNICEF Monténégro a mis en place une démarche de connaissances comportementales afin de déterminer la meilleure utilisation des allocations familiales par les parents et les aides familiales vers la promotion du développement de la petite enfance (DPE) et les résultats en matière d'éducation de la petite enfance (EPE).





## Approche stratégique

Le projet d'analyse comportementale a commencé par des initiatives de recueil de données et d'éléments probants, notamment une enquête sur les dépenses ainsi qu'une évaluation des bénéficiaires. L'évaluation visait à étudier et comprendre la manière dont les allocations familiales sont actuellement utilisées par les familles du Monténégro. Les données font apparaître que les fonds publics ne sont pas nécessairement utilisés par les parents d'une manière qui serve l'intérêt supérieur de l'enfant. Des comportements spécifiques souhaitables ont été identifiés, par exemple l'inscription de l'enfant en maternelle, l'utilisation des allocations familiales pour la nutrition de l'enfant, l'inscription de l'enfant à des activités extrascolaires et l'épargne de l'argent des allocations familiales pour l'avenir de l'enfant. L'équipe du projet a documenté les résultats et rédigé une étude de cas basée sur les principales conclusions des phases initiales du projet. Les résultats ont été utilisés pour développer une carte comportementale et identifier des approches potentielles visant à induire un changement social et comportemental (CSC).

L'approche CSC constituait un concept nouveau pour le bureau national de l'UNICEF au Monténégro. Afin de familiariser le personnel à l'approche CSC, une série de réunions internes ont été organisées, ainsi que des réunions externes et un atelier d'une journée impliquant l'ensemble des acteurs sociaux et de protection de l'enfance concernés (y compris des représentants du ministère du travail et de la protection sociale et du ministère de l'éducation) et les établissements d'enseignement. L'atelier a présenté la démarche de connaissances comportementales aux participants et les deux interventions proposées : (1) utilisation des normes sociales pour inciter les parents à dépenser les allocations pour enfants pour le bien-être de leur enfant d'une manière qui soit cohérente avec leur communauté (groupe interne) ; et (2) envoyer des messages temporels aux parents pour les encourager à utiliser les allocations familiales dans l'intérêt supérieur de l'enfant. Les participants à l'atelier ont souligné la nécessité de diversifier les canaux de communication pour toucher les populations générales et vulnérables. L'équipe de l'UNICEF a tenu des groupes de discussion avec des travailleurs sociaux, des bénéficiaires (parents recevant des allocations familiales) et des écoles

maternelles, ainsi que des réunions individuelles avec les parties prenantes (par exemple, le directeur du ministère du travail et de la protection sociale, le directeur du centre de travail social) ; le but de ces groupes était de recueillir des informations sur les interventions proposées, en particulier sur les messages visant à atteindre les objectifs de développement du jeune enfant.

Lors de la deuxième phase du projet, une stratégie de communication a été élaborée et les interventions visant à promouvoir le changement social et comportemental ont été testées. Une brochure et des affiches contenant des messages à l'intention des parents sur les avantages de l'inscription de leurs enfants à l'école maternelle grâce à l'allocation gouvernementale et sur l'amélioration de la nutrition des enfants ont été prétestées dans le cadre de deux groupes de discussion en ligne avec des parents. Des modifications ont été apportées aux supports visant à induire le CSC, en fonction des observations des parents. Tous les documents du projet comprenaient des recommandations pour la conception de politiques et de programmes futurs en matière de politique sociale et de réduction de la pauvreté, ainsi que la mise en œuvre au niveau national d'interventions fondées sur des données probantes, visant à induire le CSC, en vue de garantir des résultats positifs pour les enfants.

Dans la phase actuelle et finale du projet, l'UNICEF Monténégro teste des interventions sélectionnées dans les municipalités enregistrant les taux de scolarisation avant le primaire les plus faibles. L'objectif de ces interventions est d'inciter les parents à utiliser leurs allocations familiales comme principale source de financement de l'éducation préscolaire de leurs enfants.



© UNICEF/Monténégro/Dusko Miljanic/2010



## Principales réalisations

- L'UNICEF Monténégro a organisé plusieurs séries d'enquêtes sur les dépenses afin de créer une base de données pour la mise en œuvre d'interventions comportementales destinées à un meilleur développement du jeune enfant.
- L'UNICEF Monténégro a apporté des améliorations à la communication intersectorielle du programme d'allocations familiales du gouvernement du Monténégro en associant les ministères et les institutions sociales et de protection à l'identification des interventions visant à induire un changement social et comportemental.
- Le projet sur les connaissances comportementales a servi d'intervention en faveur du renforcement des capacités en matière de CSC pour le bureau de pays de l'UNICEF ; il a permis au personnel du bureau de se familiariser à l'approche CSC, en positionnant la démarche CSC comme une approche intégrée pouvant englober différents secteurs.



**En ce qui concerne la crèche, j'ai une expérience merveilleuse ! Mes deux fils ont commencé à un an. Cette première période était un peu bruyante, avec des pleurs et des cris, comme avec les autres enfants... et après 2 à 3 ans, vous pouvez vraiment voir la différence entre les enfants fréquentant la crèche et ceux qui sont pris en charge par leurs grands-parents. Les premiers sont plus indépendants et plus sûrs d'eux. Un enfant de cinq ans viendra sur l'aire de jeux et dira « allons jouer » sans aucune hésitation.**



## Enseignements tirés

- 1 La collecte et l'analyse de données qualitatives et quantitatives de haut niveau s'est fondée sur les informations recueillies lors d'entretiens avec les parties prenantes et d'enquêtes sur l'évaluation ainsi que sur la base des dépenses des bénéficiaires ; cette phase a permis d'éclairer les interventions basées sur les connaissances comportementales en vue de promouvoir l'utilisation optimale des allocations familiales.
- 2 Il apparaît que les transferts d'argent aux parents et aux familles ne parviennent pas à modifier les pratiques parentales et n'améliorent pas le développement de la petite enfance et que l'application d'approches CSC est recommandée.



## Recommandations

- 1 De groupes aléatoires de parents sont créés à des fins de comparaison dans la phase finale de ce projet sur les connaissances comportementales. Le premier groupe de parents recevra des allocations familiales et des messages CSC au titre de conseils sur la meilleure façon d'utiliser l'argent pour leurs enfants ; le deuxième groupe recevra l'allocation sans les messages. Le principal résultat recherché concerne l'utilisation des allocations en vue de la scolarisation des enfants à l'école maternelle.
- 2 Des recherches et des investissements supplémentaires sont nécessaires afin de mieux comprendre les complémentarités existant entre les allocations, les interventions visant à modifier les comportements sur le plan de la demande et les interventions sur le plan de l'offre, pour améliorer la qualité de la prestation de services ou diverses interventions directes ciblant les enfants ou les parents.

# Notes de fin

- 1 Carraro A, Gavrilovic M, Novkovic M, Stanisic S, Smolovic D, (2020). Pauvreté infantile multidimensionnelle au Monténégro - Comprendre les réalités complexes des enfants vivant dans la pauvreté à l'aide d'une approche mixte. Bureau de recherche d'UNICEF - Innocenti et UNICEF Monténégro.
- 2 Monstat (2022). Enquête sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC) - données préliminaires : [https://www.monstat.org/uploads/files/SILC/2021/RELEASE\\_Survey\\_on\\_Income\\_and\\_Living\\_Conditions\\_EU-SILC\\_2021.pdf](https://www.monstat.org/uploads/files/SILC/2021/RELEASE_Survey_on_Income_and_Living_Conditions_EU-SILC_2021.pdf)



## L'UNICEF Jamaïque apporte son appui au système d'intervention pour la promotion d'un comportement positif dans l'ensemble des établissements scolaires

Principales stratégies de changement social et comportemental (CSC), réalisations et enseignements tirés de l'expérience

### Résumé

Entre 2014 et 2020, l'UNICEF Jamaïque a accompagné la mise à l'essai du cadre d'intervention et de soutien pour la promotion d'un comportement positif dans l'ensemble des établissements scolaires (SWPBIS). Le dispositif SWPBIS accompagne le développement de l'aptitude à résoudre les problèmes et à vivre en société et promeut une discipline non violente et positive afin de réduire la violence et les comportements répréhensibles à l'école. Il comprend trois niveaux d'action, notamment des actions à l'échelle des établissements scolaires

ou des classes qui s'adressent à tous les élèves et des activités destinées à des groupes d'élèves plus restreints qui ont besoin d'un soutien plus étroit. Le SWPBIS a été piloté dans 56 écoles primaires et secondaires jamaïcaines avec le soutien financier et technique de l'UNICEF Jamaïque et a été évalué en collaboration avec le ministère de l'éducation et de la jeunesse (MoEY). Les résultats de l'évaluation du programme à l'échelle des établissements scolaires ont montré que, le SWPBIS, a contribué à un meilleur respect des parents et des enseignants par les élèves.

Financée par l'UNICEF l'étude *Investigating the Prevalence and Impact of Peer Abuse (bullying) on the Development of Jamaica's Children*<sup>1</sup> (Étude de la prévalence et de l'impact de la violence entre pairs (brimades) sur le développement des enfants jamaïcains) a montré que 65 % des élèves ont été victimes de brimades à un moment ou à un autre, en particulier les enfants des niveaux scolaires les plus bas. Au moins 80 % du personnel scolaire savait que des enfants étaient victimes de brimades dans leur école. Les enfants scolarisés sont également confrontés à la culture des gangs, à la violence en ligne, aux brimades et subissent les conséquences de la présence de drogues et d'armes dans les locaux scolaires. La Jamaïque a souscrit à l'appel à l'action Safe to Learn et est un pays pionnier pour l'élimination de la violence à l'encontre des enfants (EVAC). Il dispose d'un plan d'action national contre la violence faite aux enfants (2018 - 2023), révisé en 2018 avec le soutien de l'UNICEF, qui inclut la violence en milieu scolaire. L'UNICEF soutient la mise en œuvre du plan d'action en collaboration avec le

ministère de l'éducation et de la jeunesse et les organisations de la société civile, afin de garantir la sécurité dans les écoles. L'UNICEF Jamaïque fournit également une assistance technique à la Commission nationale de prévention de la violence, mise en place par le Premier ministre.

L'une des principales initiatives soutenues par l'UNICEF est le cadre d'intervention et de soutien pour la promotion d'un comportement positif dans l'ensemble des établissements scolaires (SWPBIS), qui a été mis à l'essai entre 2015 et 2019 et qui est appliqué intensivement. Le dispositif SWPBIS accompagne le développement de l'aptitude à résoudre les problèmes et à vivre en société et promeut une discipline non violente et positive afin de réduire la violence et les comportements répréhensibles à l'école. Il comprend trois niveaux d'action, dont des actions à l'échelle des établissements scolaires ou des classe axées sur tous les élèves et les activités destinées à des groupes d'élèves plus restreints qui ont besoin d'un soutien plus étroit.



© UNICEF

## Approche stratégique

Le SWPBIS est un cadre d'interventions de soutien psychosocial centré sur l'élève qui vise à rassembler les communautés scolaires afin d'améliorer les résultats sociaux, émotionnels, comportementaux et scolaires des enfants et des adolescents. Il s'agit d'un ensemble de pratiques, d'opérations et de systèmes qui améliorent les résultats de l'apprentissage et favorisent des relations positives et respectueuses entre les pairs et les enseignants. Le dispositif SWPBIS comporte trois niveaux :

- Niveau 1 à l'échelle des établissements scolaires (léger) : diffusion d'informations et de leçons sur le comportement positif à tous les élèves.
- Niveau 2 Ciblé (modéré) : fournir un soutien spécifique aux enfants à risque afin de mieux comprendre les défis auxquels ils sont confrontés et de leur apporter un soutien préliminaire.
- Niveau 3 Intensif (sévère) : concerne les enfants dont le comportement n'atteint pas les normes scolaires de manière répétée et peut impliquer l'orientation vers des conseillers pour enfants ou des services

sociaux et de santé, le cas échéant et selon les disponibilités.

Au niveau de l'école, les partenaires d'exécution ont fait participer les élèves à l'identification et à la compréhension de la culture de l'impunité, de la violence et de l'influence des pairs, et ont organisé des sessions de renforcement des capacités axées sur le bien-être psychologique des enseignants, des élèves et des parents. Le dispositif SWPBIS a été piloté dans 56 écoles primaires et secondaires jamaïcaines avec le soutien financier et technique de l'UNICEF. Il comprend trois niveaux d'action, dont une action à l'échelle des établissements scolaires ou des classes visant à cibler tous les élèves et des activités destinées à des groupes spécifiques d'élèves plus restreints qui ont besoin d'un soutien plus étroit. En 2021, un nouveau programme en ligne à accès libre et des ressources sur le thème « Leadership for Safer Schools » ont été mis à la disposition des directeurs d'écoles dans le cadre de l'Initiative Spotlight financée par l'Union Européenne, visant à éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles, en partenariat avec le National College for Educational Leadership. Il en est maintenant à sa troisième cohorte.



© UNICEF/UNI28103/Markisz



## Principales réalisations

L'activité SWPBIS a été évaluée en collaboration avec le MoEYI. En 2018, le programme a couvert 30 000 enfants et 6 000 enseignants des 56 écoles. En outre, 100 responsables nationaux de la santé et de l'éducation à la vie familiale ont été formés à la méthodologie. En 2019, l'Agence des États-Unis pour le développement international a soutenu 217 autres écoles, soit près de 30 % des écoles de la Jamaïque. Les écoles qui ont réussi à mettre en place le dispositif SWPBIS ont fait état d'une amélioration de l'assiduité, du comportement et des résultats scolaires. Par exemple, des initiatives simples telles que l'introduction de cartes de présence ont permis à la Chester Castle All-Age School de Hanovre d'augmenter son taux de fréquentation de 20 %. Entre 2019 et 2020, une évaluation de la phase pilote financée par l'UNICEF a été réalisée et est utilisée pour guider l'extension du cadre SWPBIS à l'échelle nationale.

Les résultats de l'évaluation ont montré des changements notables de comportement dans les écoles où les chefs d'établissement et le personnel scolaire ont bien adhéré au projet. Les enfants qui ont participé à l'évaluation ont déclaré que, grâce au dispositif SWPBIS, ils étaient plus respectueux envers les parents et les enseignants. Dans toutes les régions sauf une, les enseignants sont considérés comme

étant les mieux à même de favoriser un bon comportement. Les résultats de l'évaluation ont également indiqué que de nombreux enseignants n'étaient pas prêts à assumer les responsabilités supplémentaires perçues dans le cadre du SWPBIS, car ils se sentaient dépassés par leur charge de travail actuelle. L'évaluation a recommandé de mettre davantage l'accent sur les problèmes sous-jacents aux comportements difficiles des élèves et de répondre aux besoins psychologiques des enseignants et des parents, ainsi qu'aux défis auxquels les enfants sont confrontés au sein de leur communauté.

Les résultats de l'évaluation sont utilisés pour guider l'appui de l'UNICEF à l'extension du cadre SWPBIS dans tout le pays, qui comprend la mise à jour et la finalisation d'une politique de sécurité dans les écoles et la création de communautés de soins composées de conseillers d'orientation, de bibliothèques et d'enseignants à la retraite pour soutenir les efforts de premiers secours psychologiques en fonction des besoins dans les écoles. Un site Web sur les initiatives en matière de sécurité scolaire dans le pays est également en cours de développement, afin de présenter les bonnes pratiques et de servir de référence et de ressource de formation pour susciter l'adhésion de l'ensemble du système.

PILOTÉ DANS

**56**

Écoles primaires  
et secondaires  
jamaïcaines

**30,000**

ENFANTS

et

**60,000**

ENSEIGNANTS

couverts en 2018

**100**

responsables  
nationaux de la santé  
et de l'éducation à la  
vie familiale formés



## Enseignements tirés

- 1** Le soutien des hauts dirigeants des établissements scolaires est un facteur important de la réussite de la mise en œuvre à l'échelle des établissements scolaires.
- 2** L'équipe SWPBIS doit utiliser le cadre SWPBIS et les exemples de bonnes pratiques pour concevoir l'ensemble des pratiques propres à l'école et adapter les procédures appropriées afin d'en faire bénéficier le plus grand nombre de garçons et de filles.
- 3** Il doit y avoir une aide essentielle claire au plus haut niveau sur le plan des politiques afin de minimiser la bureaucratie gouvernementale et d'aider à susciter l'adhésion de l'ensemble du système.
- 4** La collecte et l'analyse régulières des données ainsi que le partage des bonnes pratiques dans le secteur de l'éducation sont essentiels pour générer et maintenir une mise en œuvre réussie du cadre SWPBIS.



## Recommandations

- 1** Mettre en place une équipe de travail de haut niveau à l'échelle nationale pour guider toutes les activités liées au suivi, à l'évaluation et à l'extension du cadre SWPBIS.
- 2** Chaque école supplémentaire devrait bénéficier d'un soutien pour mener une analyse approfondie de la situation afin de déterminer les conditions préalables pertinentes et spécifiques au contexte, ainsi que la disponibilité du système de l'école du cadre.
- 3** Normaliser les formations SWPBIS pour les rendre accessibles à un plus grand nombre.
- 4** Inclure le suivi et l'évaluation lors de la planification du dispositif SWPBIS afin de mieux soutenir le plaidoyer, la planification et l'établissement de rapports.
- 5** Normaliser l'orientation vers les secteurs sanitaire et social, le cas échéant.
- 6** Partager des histoires sur les effets des écoles qui appliquent le SWPBIS afin que d'autres écoles soient enthousiastes à l'idée de rejoindre le mouvement « SWPBIS ».

## Notes de fin

- 1** Fonds des Nations unies pour l'enfance, Investigating the prevalence and impact of peer abuse (bullying) on the development of Jamaica's children, UNICEF, juillet 2015, <[www.unicef.org/jamaica/reports/investigating-prevalence-and-impact-peer-abuse-development-jamaicas-children](http://www.unicef.org/jamaica/reports/investigating-prevalence-and-impact-peer-abuse-development-jamaicas-children)>.



# SOCIAL + BEHAVIOUR CHANGE

Le Compendium des meilleures pratiques SBC a été élaboré conjointement par les bureaux nationaux, le bureau régional, l'équipe SBC du siège et PCI Media.

Nous remercions les équipes SBC et les équipes des programmes nationaux pour leurs contributions.

Le compendium est disponible sous forme électronique et peut être et peut être téléchargé à partir de <https://www.sbcguidance.org> et <https://unicef.sharepoint.com/sites/PG-SBC>

Pour plus d'informations, veuillez contacter : [sbc@unicef.org](mailto:sbc@unicef.org)